ASSEMBLÉE NATIONALE

13 mai 2014

**PROCÉDURES DE RÉVISION ET DE RÉEXAMEN D'UNE CONDAMNATION PÉNALE
DÉFINITIVE - (N° 1909)**

Retiré

AMENDEMENT

N ° CL1

présenté par
M. Coronado et M. Molac

ARTICLE 3

A la deuxième phrase de l'alinéa 46, substituer aux mots :

« , dans le fichier automatisé des empreintes digitales, dans le fichier national automatisé des empreintes génétiques et dans le fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes »,

les mots :

« et dans les fichiers mentionnés aux articles 55-1, 706-53-1 et 706-54 du présent code ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'alinéa 46 propose que la personne innocentée puisse être retirée des différents fichiers de police.

Il tire les conséquences de l'arrêt Monsieur K contre France, rendu le jeudi 18 avril 2013, par la Cour européenne des droits de l'Homme qui a conclu que la conservation des empreintes d'une personne non condamnée dans le fichier automatisé des empreintes digitales (FAED) constituait une violation de son droit au respect de sa vie privée.

La Cour avait noté dans le considérant n° 35 de cette décision que *« le droit interne doit notamment assurer que ces données soient pertinentes et non excessives par rapport aux finalités pour lesquelles elles sont enregistrées, et qu'elles soient conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont enregistrées. Il doit aussi contenir des garanties de nature à protéger efficacement les données à caractère personnel enregistrées contre les usages impropres et abusifs »*. La Cour s'est également déclarée *« particulièrement attentive au risque de stigmatisation de personnes qui, à l'instar du requérant, n'ont été reconnues coupables d'aucune infraction et sont en droit de bénéficier de la présomption d'innocence, alors que leur traitement est le même que celui de personnes condamnées. Si, de ce point de vue, la conservation de données privées n'équivaut pas à l'expression de soupçons, encore faut-il que les conditions de cette conservation ne leur donne pas l'impression de ne pas être considérés comme innocents »*.

Cet amendement propose de remplacer dans l'alinéa les mentions du *fichier automatisé des empreintes digitales (FAED)*, du *fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS)* et du *fichier national automatisé des empreintes génétiques*

(FNAEG), par la mention des articles 55-1, 706-53-1 et 706-54 du CPP qui sont les articles concernés par ces fichiers.

Cette rédaction aurait l'avantage d'inclure les fichiers palmaires et photographiques, qui comme le FAED sont prévus à l'article 55-1 du code de procédure pénale.